

Retranscription du Discours
de M. Le Représentant Résident de la Friedrich Ebert Stiftung
lors de la **Journée de Réflexion sur la Bonne Gouvernance Financière**
Hotel Carlton, 10 Octobre 2019



■ M. Constantin GRUND, Représentant Résident de la FES

**Monsieur le Directeur Général, Mesdames
et Messieurs, Honorables Invités,**

Au nom de la fondation de Friedrich je voudrais vous adresser mes salutations et la bienvenue à cette journée de réflexion sur la bonne gouvernance financière. Je voudrais également présenter mes félicitations au Conseil de Discipline Budgétaire et Financière ou CDBF pour son premier anniversaire. Comme nous pouvons le constater dans le livret sur son rapport d'activités, le CDBF peut déjà se vanter de réalisations notables durant cette première année de son opérationnalité depuis le 3 octobre 2018. Le 3 octobre, comme nous le savons tous, c'est la journée de la fête nationale allemande.

La mission du CDBF est tout à fait noble : promouvoir la bonne gouvernance budgétaire et financière. C'est pour cela que la fondation

Friedrich Ebert n'a pas hésité de soutenir cette conférence, cette présentation de l'étude ce matin, mais aussi la conférence de cet après-midi. L'existence de contrôle veut d'abord dire aussi qu'il y ait suffisamment de ressources à contrôler car l'Etat ne peut pas combattre avec succès la pauvreté et promouvoir le développement que s'il mobilise suffisamment de ressources pour financer le développement de manière durable et mettre en œuvre ces politiques et la priorité qui définit de manière effective et transparente l'utilisation des finances publiques.

Ces ressources ne devraient pas être seulement issues de l'extérieur pour réussir le développement national et atteindre des objectifs durables. Il faut en effet d'abord et surtout mobiliser les ressources propres et les ressources intérieures.

Voyez-vous, j'ai travaillé en Ethiopie dernièrement. Ce pays n'est pas du tout comparable à Madagascar bien entendu mais ils arrivent quand même à construire le plus grand barrage sur le continent africain avec 99% de leurs propres ressources internes et ça donne carrément toute la fierté nationale en Ethiopie. Vous ne pouvez croire qu'est-ce que ça fait avec la mentalité collective. Donc je souhaite ça pour Madagascar également.

Nous le savons tous, la réalisation des plans

d'émergence nécessitera beaucoup, beaucoup de fonds. Il est vrai que les partenaires de Madagascar se sont déjà déclarés disposés à contribuer au financement de ce plan. Mais nous ne devons pas oublier que cet effort national qu'est l'émergence, dans la pleine réalisation, sera une grande fierté nationale et devrait aussi être substantiellement financé par des ressources nationales.

Et cela n'est pas possible au-delà de l'élargissement de l'assiette fiscale. Des déclarations récentes, entre autres par Monsieur le Premier Ministre, nous ont révélé que des revenus douaniers considérables n'ont pas été perçus. Les ressources fiscales énormes sont perdues à cause de la concurrence déloyale et de la corruption de temps en temps qui s'ensuit car la taxe qui devrait revenir à l'Etat est détournée. Cette concurrence déloyale par ailleurs met à mort l'industrie nationale qui, si elle florissait telle qu'elle le serait dans de conditions saines, pourrait aussi contribuer de manière substantielle à l'augmentation des revenus fiscaux ; et la concurrence déloyale provoque la fermeture des industries nationales qui doivent alors renvoyer leur personnel qui sont pourtant aussi des contribuables entraîne également l'augmentation du secteur informel, un secteur qui mène, florissante, mais ne paye malheureusement ni d'impôts ni de taxes. Il y a sûrement encore d'autres sources de revenus internes légitimes pour l'Etat mais j'aimerais bien m'arrêter-là.

il ne s'agit pas bien sûr pour l'Etat de simplement collecter. Une bonne gouvernance financière est indispensable afin de mieux répondre au besoin de la population qui l'aide à mieux réagir aux défis économiques et sociaux notamment aux besoins des services publics comme l'éducation, la santé, l'alimentation et les infrastructures, particulièrement dans les zones rurales. Et la bonne gouvernance financière implique l'existence d'institutions étatiques efficaces et redevables et une administration financière qui soit basée sur l'Etat de droit. Par ailleurs, les institutions d'audit ainsi que les mécanismes de contrôle parlementaire qui doivent également fonctionner de manière efficace et efficiente.

C'est ainsi que nous devrions apprécier l'existence d'une institution comme le CDBF, à qui je souhaite un plein succès dans la réalisation de la bonne gouvernance financière à Madagascar. Je vous remercie pour votre aimable attention et je vous souhaite encore une très bonne discussion cet après-midi.

Retranscription